

9 avril 2015 : Grève interprofessionnelle et manifestations

Les organisations syndicales sous signées condamnent les politiques d'austérité et de démantèlement du service public, poursuivies par les différents gouvernements, et leurs conséquences désastreuses pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR), l'ensemble des personnels et les étudiants. Ces politiques perpétuent les destructions d'emplois et la précarité, et accentuent la dégradation des conditions de travail pour les personnels et d'études pour les étudiants. En particulier, les gels de postes et l'insuffisance des recrutements dans l'ESR privent d'accès à l'emploi de nombreux jeunes, en particulier docteurs.

Les organisations syndicales dénoncent une baisse sans précédent du pouvoir d'achat, qui ôte toute attractivité à l'emploi public. Elles ne peuvent accepter la poursuite du gel des traitements et pensions des fonctionnaires actifs et retraités, et la généralisation des primes individuelles en lieu et place des mesures de revalorisation des carrières.

Elles rejettent le pacte de responsabilité avec son plan « d'économies » de 54 milliards sur les dépenses publiques et sociales, frappant en particulier l'assurance maladie, les hôpitaux, les dotations aux collectivités territoriales, toutes mesures dont l'objectif principal est la baisse de la «masse salariale» et la déstructuration des services publics. Les difficultés budgétaires s'aggravent dans l'ESR. La plupart des universités ont renoncé, faute de moyens, à embaucher sur les "1000 emplois créés par an" tant vantés par Madame Fioraso, les emplois décroissent sans cesse dans les EPST, les Universités ne connaissent toujours pas leur propre budget pour 2015, et l'Etat veut encore récupérer 100 M€, le ministère étant toujours à la recherche de 100M€ d'économies à faire, peut-être en puisant dans les réserves de certains établissements.

Elles demandent l'abandon de la Loi Macron qui démantèle le Code du travail. Cette loi ne peut que précariser encore plus les étudiants, nombreux à être salariés, et pourrait réduire en cas d'extension à la fonction publique les droits des personnels de l'ESR notamment en matière de travail de nuit et du dimanche.

Aujourd'hui se développe un train de réformes tous azimuts et de multiples réorganisations au niveau territorial de la République. Les fusions d'universités et la mise en place des COMUE remettent en cause le caractère national de l'ESR et conduisent à des concentrations/désertifications selon les régions. Avec à la clé des mobilités forcées, créant un climat anxiogène chez les personnels confrontés à la diminution de l'emploi public et une restriction de l'offre d'enseignement de proximité pour les étudiants.

Les organisations soussignées de l'ESR exigent :

- l'arrêt des politiques d'austérité et d'aides sans conditions aux entreprises, renforcées par le Pacte de responsabilité. 6 milliards de Crédit d'Impôt Recherche = 100.000 emplois dans l'ESR ! ;
- la fin des suppressions et gels d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant la résorption de l'emploi précaire et le bon accomplissement de toutes les missions de recherche et d'enseignement ;
- des mesures budgétaires d'urgence pour les universités et les organismes de recherche ;
- l'arrêt des restructurations à marche forcée et maintien du caractère national des EPST ;
- des moyens supplémentaires pour lutter contre la précarité, démocratiser l'enseignement supérieur et garantir la réussite de tous les étudiants ;
- une hausse immédiate du pouvoir d'achat - qui passe par le dégel du point d'indice et par un rattrapage uniforme des pertes subies depuis des années – et une revalorisation des salaires et des carrières ;
- le maintien et l'amélioration du statut général et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour la Fonction Publique et les citoyens.

Convaincues de la nécessité de luttes communes Privé-Public, les organisations syndicales appellent les personnels et les étudiants à assurer le succès de la grève interprofessionnelle du 9 avril et à manifester à Paris et partout en France.